



Fédération syndicale unitaire des Vosges  
6 Maison des Associations  
rue du général Haxo  
88000 ÉPINAL

Ministère de l'Éducation Nationale  
Hôtel de Rochechouart  
110 rue de Grenelle  
75007 Paris

**Objet : lettre au ministre de l'Éducation Nationale à l'occasion de son déplacement dans les Vosges**

À Saint-Dié, le 6 octobre 2023,

Monsieur le Ministre,

Les syndicats de la FSU, majoritaires dans l'Éducation nationale, revendentiquent de porter la voix de tous les personnels. Quand nos élu·es s'expriment auprès de vous dans les instances nationales, ils le font en notre nom, en s'appuyant sur les constats que nous leur faisons remonter. Les suppressions de postes qui entraînent l'accroissement du nombre d'élèves par classe, le manque d'accompagnant·es, ont ici dans les Vosges des répercussions concrètes. De même, les personnels de l'Éducation nationale se sont tou·tes senti·es insulté·es lorsque des propos profondément méprisants ont été tenus par votre majorité et par l'extrême-droite à l'encontre de nos représentant·es lors de leur audition en commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale, le 20 septembre 2023.

Vous êtes venu en visite dans notre département des Vosges, déposer une gerbe de fleurs sur la tombe de Jules Ferry, et par la même occasion, vous souhaitiez vous rendre dans une école primaire afin de vous rendre compte, peut-être, de la réalité des personnels et des élèves. Cette visite ayant été annulée, la FSU des Vosges se porte volontaire pour vous dresser un tableau de la situation dans le département :

Mardi, nous nous sommes mobilisé·es pour nos collègues AESH. La « grande cause » du quinquennat précédent n'a que très marginalement amélioré les conditions d'exercice de cette profession très féminisée. Si « flexibilisation » et « mutualisation » sont le vocabulaire managérial avancé pour promouvoir les PIAL, nous les traduisons sur le terrain par « dégradation des conditions de travail »... Nous réclamons que les temps de déplacement, de concertation, de préparation, soient reconnus comme du temps de travail et rémunérés comme tel. N'oublions pas que des conditions de travail des AESH dépendent les conditions d'apprentissage des élèves dits à besoins éducatifs particuliers. Comment imaginer que l'école inclusive tant vantée soit autre chose qu'une façade pour réaliser des économies,

quand un·e collègue se retrouve à accompagner huit élèves réparti·es sur trois écoles différentes ? Les postes de coordination de PIAL ne connaîtraient pas autant de vacances et de démissions si la tâche n'était pas aussi malaisée.

Nous continuons à dénoncer la mise en place du « pacte » dans le premier et le second degré, qui divise les salles des maîtres et les salles des professeurs. Nous nous opposons plus que jamais à la logique néolibérale qui détruit les statuts des fonctionnaires, fragmente la Fonction publique, et dessert les usagers.

Les Vosgien·nes, monsieur le ministre, et notamment nos élèves, n'ont pas tou·tes la possibilité d'avoir un accès aux services publics. Ce sont des élèves avec des écoles éloignées de chez eux, et cet éloignement croît à mesure que l'élève grandit : collège, lycée, enseignement supérieur.

Ici, certaines écoles rurales voient leurs effectifs exploser, en cours multiples, et n'ont pas de moyen supplémentaire sinon, parfois, l'intervention d'un enseignant de la Brigade ruralité. Ce sont des classes parfois en cours triple, quadruple, ou plus, à plus de 25 élèves par classe.

Ici, les élèves à besoins particuliers n'ont pas la possibilité d'avoir une aide suffisante des RASED, qui sont toujours moins nombreux, pour des secteurs toujours plus étendus.

Ici, c'est le manque de spécialistes médicaux et paramédicaux qui mène à des refus des dossiers présentés à la MDPH, faute de bilans suffisants.

Le dispositif « Plus de Maîtres que de Classes » qui était utile à la réussite du plus grand nombre et rendait l'École plus équitable a été supprimé.

Monsieur le ministre, l'École, dans ce département rural et en déprise démographique, pourrait se porter mieux si à moyens constants, grâce à la baisse démographique à venir, vous permettiez à nos classes d'être moins chargées. Vous promouvriez une meilleure École, pour chaque enfant de la République.

Si l'Éducation nationale combat les séparatismes, il est plus que jamais temps de remettre en cause la place grandissante des écoles confessionnelles privées, dans leur écrasante majorité catholiques, qu'elles soient ou non sous contrat. La laïcité est un principe positif de tolérance : elle n'a pas à être instrumentalisée en tant qu'outil de rejet de nos compatriotes musulman·es. L'École publique doit accueillir tout le monde et d'urgence redevenir un espace de mixité sociale.

Les professionnel·les de santé et de l'éducation témoignent au quotidien de l'angoisse d'une part croissante de la jeunesse liée à la situation environnementale et à l'insuffisante prise en compte des enjeux écologiques dans les politiques menées, au tri social induit par les réformes Blanquer et Vidal... S'ajoutent à cela parfois des situations individuelles que les services publics ont de plus en plus de mal à

accompagner, car de moins en moins de moyens humains pour le faire. Pour la FSU 88, l'École publique ne doit pas être pensée comme une dépense : c'est un investissement pour l'avenir de la société et pour l'avenir de notre département.

Pour la section départementale FSU des Vosges,

Gabrielle Hébert et Vincent Schaefer